

Unité départementale de l'Isère
17 boulevard Joseph Vallier
38040 GRENOBLE

GRENOBLE,

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 19/07/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

GRENOBLE ALPES METROPOLE

Déchèterie de Vaulnaveys-le-Haut

Lieu dit « Les Bessins »

Route d'Uriage

38410 Vaulnaveys-le-Haut

Références : 2023-Is082T5

Code AIOT : 0010400618

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/07/2023 dans l'établissement GRENOBLE ALPES METROPOLE implanté Lieu dit « Les Bessins » Route d'Uriage 38410 Vaulnaveys-le-Haut. L'inspection a été annoncée le 13/06/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- GRENOBLE ALPES METROPOLE
- Lieu dit « Les Bessins » Route d'Uriage 38410 Vaulnaveys-le-Haut
- Code AIOT : 0010400618
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Grenoble Alpes Métropole est autorisé à exploiter par arrêté préfectoral n°2014-342-0029 du 8

décembre 2014 une déchèterie communale située à Vaulnaveys-le-Haut. La déchèterie relève du régime de l'autorisation. La déchèterie se situe en zone rurale.

L'inspection du 19 juillet 2023 a comme objectif de faire un point sur la situation administrative, le respect des prescriptions de l'arrêté préfectoral d'autorisation et des arrêtés ministériels de prescriptions générales.

A ce jour, le site est réglementé par l'arrêté préfectoral d'autorisation n°2014-4342-0029 du 8 décembre 2014, ainsi que les arrêtés ministériels :

- du 26 mars 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n°2710-2 (installations de collecte de déchets non dangereux apportés par leur producteur initial),
- du 6 juin 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique n°2716 (déchets non dangereux non inertes) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- situation administrative
- modalités d'entreposage des déchets
- conditions de rejet des effluents liquides susceptibles d'être pollués
- prévention du risque incendie et gestion des eaux incendie
- niveaux acoustiques

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une

mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Situation administrative	Arrêté Préfectoral du 08/12/2014, article 1.2.1	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
2	Situation administrative	Arrêté Préfectoral du 08/12/2014, article 1.2.3	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
3	DASRI (déchets d'activité de soins à risque infectieux)	Arrêté Ministériel du 07/09/1999, article 4	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
4	Gestion de l'établissement	Arrêté Préfectoral du 08/12/2014, article 2.3.2	/	Lettre de suite préfectorale	12 mois
5	Collecte des effluents liquides	Arrêté Préfectoral du 08/12/2014, article 4.2.4.2	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois
6	Identification des effluents liquides et	Arrêté Préfectoral du 08/12/2014,	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
	installation de traitement	article 4.3.1, 4.3.4 et 4.3.5			
8	Déchets dangereux	Arrêté Préfectoral du 08/12/2014, article 5.1.8.2.1.2	/	Lettre de suite préfectorale	15 jours
10	Prévention des accidents	Arrêté Préfectoral du 08/12/2014, article 7.2.3, 7.3.3 et 7.3.4	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois
11	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 08/12/2014, article 7.2.4	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois
12	Dispositif de rétention des pollutions accidentelles	Arrêté Préfectoral du 08/12/2014, article 7.4.1 point V	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
7	Valeurs limites de rejet	Arrêté Préfectoral du 08/12/2014, article 4.3.12	/	Sans objet
9	Registre des déchets sortants	Arrêté Préfectoral du 08/12/2014, article 5.1.8.2.2	/	Sans objet
13	Niveaux acoustiques	Arrêté Préfectoral du 08/12/2014, article 6.2.1 et 6.2.2	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

A l'issue de la visite d'inspection, il est constaté un nombre important de non conformités qui attestent d'un manque de suivi rigoureux de la déchèterie au regard des exigences réglementaires. L'inspection estime que Grenoble Alpes Métropole doit mettre les moyens nécessaires pour garantir une maîtrise des principaux enjeux de son activité de collecte des déchets notamment la prévention du risque incendie et la gestion des eaux incendie.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/12/2014, article 1.2.1			
Thème(s) : Situation administrative, Tableau des activités			
Prescription contrôlée :			
CHAPITRE 1.2 NATURE DES INSTALLATIONS			
ARTICLE 1.2.1. LISTE DES INSTALLATIONS CONCERNÉES PAR UNE RUBRIQUE DE LA NOMENCLATURE DES INSTALLATIONS CLASSÉES			
Rubrique	Désignation de la rubrique	Nature et volume de l'installation	Régime (1)
2710-1	Installation de collecte de déchets dangereux apportés par le producteur initial de ces déchets, la quantité de déchets susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 7 tonnes	2 cuves à huile de capacité totale de 1600 litres, soit 1,5 tonne local de stockage des déchets diffus spécifiques, soit 2,5 tonnes une benne contenant des big-bags d'amiante liée, soit 5 tonnes Soit 9 tonnes au total	A
2710-2	Installation de collecte de déchets non dangereux apportés par le producteur initial de ces déchets, le volume de déchets susceptible d'être présent dans l'installation étant supérieur ou égal à 600 m ³	330 m ³ de déchets en bennes (encombrants, ferraille, déchets verts, papiers/canons, bois, plâtre, pneumatiques, gravats) 10 m ³ de gravats en vrac 300 m ³ de déchets verts en vrac 60 m ³ de déchets verts broyés en benne 20 m ³ de déchets verts broyés en casier 15 m ³ de déchets en borne d'apport volontaire (verre, emballages, papier) 10 m ³ de D3E Soit 745 m³ de déchets non dangereux	A
2716	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux non inertes, à l'exclusion des installations visées à la rubrique n°2710, le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant supérieur ou égal à 100 m ³ mais inférieur à 1000 m ³	222 m ³ de déchets (ordures ménagères et emballages) stockés en bennes (quai de transfert) 161 m ³ de déchets verts stockés en vrac (végéterie) 32 m ³ de déchets verts stockés en benne (végéterie) Soit 415 m³ au total	D
2791	Installation de traitement de déchets non dangereux, la quantité de déchets traités étant supérieure ou égale à 10 t/j	Broyage de déchets verts Soit 37 t/j au maximum	A

(1) : A = AUTORISATION, E = ENREGISTREMENT, D = DÉCLARATION, NC = NON CLASSÉE

Constats :

Le tableau des activités n'est plus à jour au regard de la nomenclature des installations classées pour l'environnement en vigueur.

L'inspection note que l'activité :

- de collecte de déchets non dangereux est désormais soumise à enregistrement sous la rubrique 2710-2a,
- de collecte de déchets dangereux présente un régime de classement inchangé (autorisation) sous la rubrique 2710-1a,
- de regroupement des ordures ménagères collectées et de la végétérie présentent un régime de classement inchangé (déclaration avec contrôle périodique) sous la rubrique 2716-2,
- de broyage des déchets verts présente un régime de classement inchangé (autorisation) sous la rubrique 2791-1.

Le régime de classement du site n'a pas évolué et relève toujours de l'autorisation ; ceci-étant le tableau des activités doit être mis à jour.

L'inspection note également que :

- l'exploitant n'est pas en mesure d'indiquer les quantités de déchets présentes dans la déchèterie notamment pour les déchets dangereux (cf. point de contrôle n° 2),
- pour justifier du respect des volumes de stockage de déchets autorisés, l'exploitant présente les capacités maximales d'entreposage par familles de déchets,
- la quantité maximale autorisée à 745 m³ de stockage de déchets non dangereux est respectée au vu des capacités maximales déclarées (643 m³),
- la quantité maximale autorisée à 10 m³ de gravats en vrac est largement dépassée au vu des stockages déclarés (30 m³),
- l'exploitant ne fait pas de suivi des quantités de déchets réellement présents sur la déchèterie au regard des quantités autorisées.

Observations :**Proposition de suites n°1 :**

L'exploitant transmet, sous 3 mois, une demande d'antériorité afin de mettre à jour la situation administrative de la déchèterie de Vaulnaveys-le-Haut au titre de la législation des installations classées pour l'environnement conformément aux dispositions de l'article L513-1 du code de l'environnement :

« Les installations qui, après avoir été régulièrement mises en service, sont soumises, en vertu d'un décret relatif à la nomenclature des installations classées, à autorisation, à enregistrement ou à déclaration peuvent continuer à fonctionner sans cette autorisation, cet enregistrement ou cette déclaration, à la seule condition que l'exploitant se soit déjà fait connaître du préfet ou se fasse connaître de lui dans l'année suivant la publication du décret.

Les renseignements que l'exploitant doit transmettre au préfet ainsi que les mesures que celui-ci peut imposer afin de sauvegarder les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 sont précisés par décret en Conseil d'Etat. »

L'exploitant transmet également une demande accompagnée de tous les éléments d'appréciation visant la protection de l'environnement afin de procéder à la régularisation administrative de la quantité maximale de gravats stockés au vu du volume autorisé dans le tableau des activités de l'arrêté préfectoral n°2014-4342-0029 du 8 décembre 2014.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

N° 2 : Situation administrative

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/12/2014, article 1.2.3

Thème(s) : Situation administrative, Consistance des installations autorisées

Prescription contrôlée :

ARTICLE 1.23. CONSISTANCE DES INSTALLATIONS AUTORISÉES

L'établissement comprenant l'ensemble des installations classées et connexes, est organisé de la façon suivante :

- un quai de transfert de déchets ménagers non dangereux (ordures ménagères et emballages) représentant une quantité annuelle de 8500 tonnes ;
- une végéterie (activité de broyage des déchets verts) recevant les déchets verts issus de la déchetterie et d'autres déchetteries voisines et susceptible de traiter environ 5000 tonnes de déchets verts par an ;
- une déchetterie recevant environ 4400 tonnes par an de déchets apportés par les particuliers et les professionnels ;
- une ressourcerie occupant une surface inférieure à 10 % de la surface totale de la déchetterie et dont la durée de stockage n'excédera pas 3 mois.

L'activité du site s'effectue du lundi au vendredi :

- de 7h00 à 12h00 au maximum pour le quai de transfert des déchets ménagers ;
- de 8h00 à 18h00 au maximum pour la déchetterie, la ressourcerie et la végéterie.

Les opérations d'entretien et de nettoyage du site peuvent être réalisées en dehors de ces plages horaires.

Les déchets acceptés sur le site proviennent du territoire couvert par Grenoble Alpes Métropole ainsi que de la commune de Saint Martin d'Uriage (autorisation limitée aux habitants d'Uriage et du Sonnant en ce qui concerne l'accès à la déchetterie).

Les quantités maximales de déchets présentes sur le site toutes activités confondues sont les suivantes

- déchets dangereux : 9 tonnes
- déchets non dangereux : 256 tonnes
- déchets inertes (gravats) : 60 tonnes

L'acceptation sur le site de la déchetterie de déchets d'activité de soins à risque infectieux (DASRI) est soumise à une information préalable du préfet. Cette modification des conditions d'exploitation devra être accompagnée de tous les éléments d'appréciation conformément aux dispositions de l'article 1.6.1 . Les DASRI ne seront acceptés sur le site qu'après accord du préfet.

Constats :

L'exploitant déclare que la quantité de déchets réceptionnés par an et apportés par les particuliers et les professionnels est égale à 8600 tonnes pour une quantité maximale autorisée de 4400 tonnes / an. L'inspection constate que ce n'est pas satisfaisant compte tenu du dépassement conséquent de la quantité maximale autorisée.

Les horaires de fonctionnement de la déchetterie correspondent aux prescriptions de l'arrêté préfectoral.

Le respect de l'horaire d'ouverture du quai de transfert n'a pas été vérifié.

<p>Sur le tableau des déchets acceptés par la déchèterie, l'inspection constate la présence de DASRI sans que l'exploitant n'ait informé le préfet. Il s'agit d'apport de professionnels et de particuliers. L'exploitant doit régulariser cette activité ou refuser l'acceptation des DASRI sur la déchèterie.</p> <p>L'exploitant n'est pas en mesure de justifier du respect des quantités maximales de déchets présentes sur le site (exprimés en tonnes dans l'arrêté préfectoral) car il raisonne en volume (déchets dangereux spéciaux : 16,36 m³, déchets non dangereux 643 m³, déchets inertes : 30 m³).</p>
<p>Observations :</p> <p>Proposition de suites n°2 :</p> <p>L'exploitant doit diminuer la quantité annuelle de déchets réceptionnés sur le site pour se conformer aux quantités autorisées par arrêté préfectoral n°2014342-0029 du 08/12/2014 ou transmettre un dossier de porter à connaissance au préfet pour régulariser le tonnage annuel de déchets réceptionnés. Il doit également régulariser l'activité de collecte des DASRI au titre de la rubrique 2710-1a. Enfin, l'exploitant doit pouvoir justifier du respect des quantités maximales de déchets présentes sur le site conformément à l'article 1.2.3 de l'arrêté préfectoral n°2014342-0029 du 08/12/2014 (déchets dangereux : 9 tonnes, déchets non dangereux : 256 tonnes, déchets inertes (gravats) : 60 tonnes). Le délai accordé pour la mise en conformité est de 3 mois.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 3 : DASRI (déchets d'activité de soins à risque infectieux)

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 07/09/1999, article 4</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Modalités d'entreposage des DASRI</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La durée entre l'évacuation des déchets du lieu de production et leur incinération ou prétraitement par désinfection ne doit pas excéder :</p> <p>72 heures lorsque la quantité de déchets d'activités de soins à risques infectieux et assimilés regroupée en un même lieu est supérieure à 100 kilogrammes par semaine ;</p> <p>7 jours lorsque la quantité de déchets d'activités de soins à risques infectieux et assimilés regroupée en un même lieu est inférieure ou égale à 100 kilogrammes par semaine et supérieure à 15 kilogrammes par mois ;</p> <p>1 mois lorsque la quantité de déchets d'activités de soins à risques infectieux et assimilés regroupée en un même lieu est inférieure ou égale à 15 kilogrammes par mois, à l'exception des déchets d'activités de soins à risques infectieux et assimilés perforants exclusivement, pour lesquels cette durée ne doit pas excéder « 6 mois ».</p>
<p>Constats :</p> <p>Les durées de stockage des DASRI et les quantités de DASRI ne sont pas suivies. Les DASRI sont déposés par des particuliers ou des professionnels ; l'exploitant distingue les DASRI et les DASTRI collectés par l'éco-organisme. Les DASTRI concernent uniquement les déchets d'activités de soins à risque infectieux perforants des patients en auto-traitement et des utilisateurs d'autotests de diagnostic des maladies infectieuses.</p> <p>Selon les déclarations de l'exploitant, seuls des déchets perforants sont stockés au niveau de la</p>

déchèterie (même pour les DASRI). L'inspection considère que l'exploitant n'a pas justifié la nature des DASRI présents sur la déchèterie. Il ne peut se prévaloir d'un enlèvement au maximum tous les 6 mois quand bien même la quantité présente de DASRI resterait inférieure ou égale à 15 kg/mois.
Observations : Proposition de suites n°3 : Oltre le fait que cette activité n'est pas autorisée sur le site (cf point de contrôle n°2), les délais d'enlèvement des DASRI et DASTRI doivent respecter les dispositions de l'article 4 de l'arrêté du 7 septembre 1999 relatif aux modalités d'entreposage des déchets d'activités de soins à risques infectieux et assimilés et des pièces anatomiques. L'exploitant doit pouvoir justifier du respect des délais d'enlèvement. Le délai accordé pour la mise en conformité est de 3 mois.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Gestion de l'établissement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/12/2014, article 2.3.2
Thème(s) : Autre, Sécurisation du site
Prescription contrôlée : ARTICLE 2.3.2. CONDITIONS GÉNÉRALES D'EXPLOITATION Le site est entouré d'une clôture permettant d'interdire toute entrée non autorisée. Un accès principal est aménagé pour les conditions normales de fonctionnement du site, tout autre accès devant être réservé à un usage secondaire ou exceptionnel. L'accès au quai de transfert des déchets ménagers n'est pas autorisé aux usagers de la déchetterie : pour cela le quai de transfert dispose d'une clôture et de portails d'accès spécifiques, le séparant de la déchetterie. (...) Il est interdit de fumer et d'apporter du feu sous une forme quelconque dans et à proximité des stockages de déchets dangereux et de produits combustibles. Cette interdiction doit être affichée en limite de ces zones en caractères apparents.
Constats : Le site est entièrement clôturé. Ceci-étant, des intrusions ont régulièrement lieu en dehors des heures d'ouverture de la déchèterie. L'exploitant prévoit d'engager en 2024 une étude de sécurisation du site comportant la mise en place d'une video-surveillance, d'alarmes... L'accès aux quais de transferts est séparé de la déchèterie et entièrement clôturé. L'interdiction de fumée est bien signalée à proximité du local de stockage des déchets dangereux spécifiques.
Observations : Proposition de suites n°4 : L'exploitant engage, dans un délai d'un an, un plan d'actions pour empêcher toute entrée non autorisée au niveau de la déchèterie de Vaulnaveys-le-Haut.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Proposition de délais : 12 mois

N° 5 : Collecte des effluents liquides

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/12/2014, article 4.2.4.2
Thème(s) : Risques chroniques, Collecte des effluents liquides
Prescription contrôlée : CHAPITRE 4.2 COLLECTE DES EFFLUENTS LIQUIDES Article 4.2.4.2. Isolement avec les milieux Un système permet l'isolement du réseau de collecte des eaux pluviales de l'établissement par rapport à l'extérieur. Ce dispositif est maintenu en état de marche, signalé et actionnable en toute circonstance localement et/ou à partir d'un poste de commande. Son entretien préventif et sa mise en fonctionnement sont définis par consigne.
Constats : Les eaux de pluie sont collectées sur le site et dirigées vers un bassin d'incendie d'un volume de 250 m³. Les eaux de pluie s'écoulent dans le milieu naturel après avoir transité par le fond de ce bassin. Une vanne guillotine située après le bassin permet de le mettre en charge et ainsi constituer la rétention du site nécessaire en cas d'accident. L'exploitant a présenté la consigne relative à la fermeture de la vanne guillotine permettant d'isoler le réseau de collecte des eaux pluviales. A l'issue de la visite du 15 décembre 2016, l'inspection avait signalé qu'il était nécessaire de manœuvrer régulièrement la vanne guillotine afin de s'assurer de son bon fonctionnement. L'exploitant n'est toujours pas en mesure d'indiquer une fréquence de manœuvre ni de présenter une traçabilité des vérifications. Lors de la visite terrain, il est constaté que la vanne n'est pas signalée (ce constat est repris plus bas dans le rapport). Elle est manœuvrable localement.
Observations : Proposition de suites n°5 : L'exploitant doit procéder à des manœuvres régulières de la vanne guillotine et mettre en place une traçabilité de ces contrôles. Le délai accordé pour la mise en conformité est de 1 mois.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 mois

N° 6 : Identification des effluents liquides et installation de traitement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/12/2014, article 4.3.1, 4.3.4 et 4.3.5
Thème(s) : Risques chroniques, Gestion des effluents liquides
Prescription contrôlée : CHAPITRE 4.3 TYPES D'EFFLUENTS, LEURS OUVRAGES D'ÉPURATION ET LEURS CARACTÉRISTIQUES DE REJET AU MILIEU ARTICLE 4.3.1. IDENTIFICATION DES EFFLUENTS L'exploitant est en mesure de distinguer les différentes catégories d'effluents suivants : <ul style="list-style-type: none">• les eaux pluviales de ruissellement et les eaux polluées lors d'un incident ou d'un incendie (y

compris les eaux utilisées pour l'extinction) ;

- les lixiviats issus du quai de transfert;
- les eaux sanitaires

(...)

ARTICLE 4.3.4. ENTRETIEN ET CONDUITE DES INSTALLATIONS DE TRAITEMENT

Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées, notamment par ruissellement sur les voies de circulation, aires de stationnement, de chargement et déchargement, aires de stockages et autres surfaces imperméables, sont collectées et traitées par un ou plusieurs dispositifs de traitement adéquat permettant de traiter les polluants en présence.

Ces dispositifs de traitement sont conformes aux normes en vigueur. Ils sont nettoyés par une société habilitée lorsque le volume des boues atteint la moitié du volume utile du débourbeur et dans tous les cas au moins une fois par an, sauf justification apportée par l'exploitant relative au report de cette opération sur la base de contrôles visuels réguliers enregistrés et tenus à disposition de l'inspection. En tout état de cause, le report de cette opération ne pourra pas excéder deux ans. Ce nettoyage consiste en la vidange des hydrocarbures et des boues, et en la vérification du bon fonctionnement de l'obturateur.

Les fiches de suivi du nettoyage des décanteurs-séparateurs d'hydrocarbures, l'attestation de conformité à la norme en vigueur ainsi que les bordereaux de traitement des déchets détruits ou retraités sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

ARTICLE 4.3.5. LOCALISATION DES POINTS DE REJET

Le réseau de collecte des eaux pluviales issues de l'établissement aboutit au milieu naturel (thalweg rejoignant le ruisseau de Vernon), après passage dans un bassin de tamponnement étanche de 250 m³.

Constats :

Les eaux pluviales de ruissellement, les eaux polluées lors d'un incident ou d'un incendie, les lixiviats du quai de transfert sont collectées dans le même réseau puis traitées dans un débourbeur/déshuileur avant rejet au milieu naturel.

Le décanteur-déshuileur a fait l'objet d'un nettoyage par la société SARP le 03/01/2022.

Le nettoyage du dispositif pour l'année 2023 n'a pas encore eu lieu.

L'exploitant n'est pas en mesure de préciser si un nettoyage a bien été réalisé en 2020 et 2021.

L'inspection a constaté sur le terrain la présence d'un bassin tampon d'un volume au moins égal à 250 m³. La géomembrane semble en bon état. Le volume du bassin est disponible.

En revanche, une végétation arbustive importante s'est développée en périphérie du bassin, ce qui peut dégrader la géomembrane et altérer également la surveillance visuelle du bon état de la géomembrane.



Bassin de tampon de collecte des eaux pluviales et de collecte des eaux incendie (présence importante de végétation arbustive en périphérie)

Observations :

Proposition de suites n°6 :

L'exploitant doit procéder, sous 3 mois, au traitement de la végétation autour du bassin incendie et au niveau également de la vanne guillotine permettant d'isoler le réseau de collecte des eaux de ruissellement avant rejet au milieu naturel.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Proposition de délais : 3 mois

N° 7 : Valeurs limites de rejet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/12/2014, article 4.3.12

Thème(s) : Risques chroniques, Gestion des effluents liquides

Prescription contrôlée :

ARTICLE 4.3.12. VALEURS LIMITES D'ÉMISSION DES EAUX EXCLUSIVEMENT PLUVIALES

L'exploitant est tenu de respecter avant rejet des eaux pluviales dans le milieu naturel, les valeurs limites en concentrations suivantes :

Paramètres :

Hydrocarbures => Concentration instantanée (mg/l) 5

DCO => Concentration instantanée (mg/l) 300

MES => Concentration instantanée (mg/l) 100

DBO Concentration instantanée (mg/l) 100

pH => Compris entre 5,5 et 8,5

Le débit de fuite maximal des eaux pluviales vers le milieu naturel, en sortie du bassin tampon, est de 10 l/s.

Constats :

Le dernier rapport de contrôle annuel des rejets des eaux pluviales résiduelles disponible fait suite

à une analyse réalisée le 9 mai 2022. Les valeurs limites d'émissions sont respectées pour l'ensemble des paramètres. En revanche, en 2021, les concentrations en MES, DCO et HC étaient supérieures aux valeurs limites d'émission. L'exploitant n'est pas en mesure de justifier ces écarts ni de présenter les éventuelles actions correctives mises en œuvre.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Déchets dangereux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/12/2014, article 5.1.8.2.1.2
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets dangereux
<p>Prescription contrôlée : 5.1.8.2.1.2 Déchets dangereux</p> <p>A l'exclusion des huiles, des lampes, des cartouches d'encre, des déchets d'équipements électriques et électroniques et des piles, les déchets dangereux sont réceptionnés uniquement par le personnel habilité par l'exploitant ou son représentant, qui est chargé de les entreposer dans un local dédié au stockage en tenant compte de la compatibilité et de la nature des déchets. Ils ne doivent, en aucun cas, être stockés à même le sol.</p> <p>Les modalités et la nature des apports doivent faire l'objet d'une surveillance par des moyens proportionnés aux risques et à la taille de l'installation. Dans tous les cas, le local de déchets dangereux doit être rendu inaccessible au public (à l'exception des stockages d'huiles, des lampes, des cartouches d'encre, des déchets d'équipements électriques et électroniques et des piles).</p> <p>Les réceptacles des déchets dangereux doivent comporter, un système d'identification du caractère de danger présenté par le déchet stocké.</p> <p>(...)</p> <p>Le local de stockage sert exclusivement à entreposer les déchets dangereux. Il est également organisé en classes de déchets de natures distinctes, facilement identifiables. Les conteneurs servant à recueillir les déchets dangereux ne sont pas superposés (mais peuvent être positionnés sur différents niveaux d'étagères ou de rayonnages).</p> <p>Des panneaux informant des risques encourus, précisant les équipements de protection individuels à utiliser et rappelant les consignes à mettre en œuvre en cas de problème, sont clairement affichés à l'entrée du local de stockage ainsi qu'un panneau interdisant l'accès au public et un rappelant l'interdiction de fumer.</p> <p>Un plan du local de stockage des déchets dangereux avec l'emplacement des différents conteneurs est établi, et tenu à la disposition des services d'incendie et de secours. A tout moment, l'exploitant doit pouvoir informer les services d'incendie et de secours de la nature des déchets contenus dans le local de stockage.</p> <p>Les huiles minérales ou synthétiques sont stockées dans des contenants spécifiques réservés à cet effet. Ils sont stockés à l'abri des intempéries et disposent d'une cuvette de rétention étanche.</p> <p>(...)</p> <p>Constats :</p> <p>Le local de stockage des déchets dangereux n'est pas accessible au public. Les usagers déposent leurs déchets dangereux sur une zone spécifique. Les employés de la déchèterie transfèrent ensuite les déchets vers le local dit « DDS » déchets dangereux spécifiques.</p>

Un plan du local DDS est disponible. Les déchets dangereux sont stockés par famille de déchets dans des bacs recouverts de bâches plastiques. Chaque classe de déchets ainsi que les dangers associés sont facilement identifiables.

Les risques de mélanges incompatibles entre déchets sont pris en compte.

Le local est équipé d'une rétention sur caillebotis à l'exception d'une zone limitée.

Sur le terrain, il est constaté la présence de 3 fûts d'huiles alimentaires stockés à l'extérieur de la rétention du local DDS.



Stockage de 3 fûts d'huile hors rétention

Observations :

Proposition de suites n°7 :

Les 3 fûts d'huile alimentaires doivent être stockés sur rétention. Le délai de mise en conformité est de 15 jours.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Proposition de délais : 15 jours

N° 9 : Registre des déchets sortants

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/12/2014, article 5.1.8.2.2

Thème(s) : Risques chroniques, Déchets sortants

Prescription contrôlée :

5.1.8.2.2. Déchets sortants.

Toute opération d'enlèvement de déchets se fait sous la responsabilité de l'exploitant. Il organise la gestion des déchets sortants dans des conditions propres à garantir la préservation des intérêts visés au titre Ier et au titre IV du livre V du code de l'environnement. Il s'assure que les entreprises

de transport, leurs véhicules et les installations de destination disposent des autorisations, enregistrements ou déclarations et agréments nécessaires.

L'exploitant établit et tient à jour un registre où sont consignés les déchets sortants du site. Le registre des déchets sortants contient au moins les informations suivantes :

- la date de l'expédition ;
- le nom et l'adresse du destinataire ;
- la nature et la quantité de chaque déchet expédié (code du déchet entrant au regard de la nomenclature défini à l'article R. 541-8 du code de l'environnement) ;
- le cas échéant, le numéro du bordereau de suivi et les références du certificat d'acceptation préalable ;
- l'identité du transporteur ;
- le numéro d'immatriculation du véhicule ;
- la qualification du traitement final vis-à-vis de la hiérarchie des modes de traitement définies à l'article L.541-1 du code de l'environnement (recyclage, valorisation énergétique, élimination...)
- le code du traitement qui va être opéré dans l'installation selon les annexes I et II de la directive n° 2008/98/CE.

Les déchets dangereux doivent être périodiquement évacués vers les installations de traitement adaptées et autorisées à les recevoir. Ces déchets ne sont pas entreposés plus de trois mois dans l'installation.

Le cas échéant, les déchets évacués sont emballés conformément à la réglementation en vigueur et, le cas échéant, en respectant les dispositions de l'ADR. Les déchets dangereux sont étiquetés et portent en caractère lisible :

- la nature et le code des déchets, conformément à l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement;
- les symboles de danger conformément à la réglementation en vigueur.

Constats :

L'exploitant tient à jour un registre des déchets dangereux sortants via l'application trackdéchets.

L'enlèvement des déchets dangereux a lieu régulièrement et à minima toutes les semaines.

Dans ces conditions, le risque de dépassement de la durée maximale de stockage de déchets dangereux au sein de la déchèterie (fixée à 3 mois) est limité.

Les opérations d'enlèvements des déchets non dangereux sont tracées par les relevés des prestataires envoyés ensuite à GAM. Il n'y a pas de registre sortant réellement formalisé.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : Prévention des accidents

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/12/2014, article 7.2.3, 7.3.3 et 7.3.4

Thème(s) : Risques accidentels, Dispositif de prévention des accidents

Prescription contrôlée :

ARTICLE 7.2.3. DÉSENFUMAGE

Le système de désenfumage du local de stockage des déchets dangereux doit être adapté aux risques particuliers de l'installation. Il est équipé en partie haute de dispositifs d'évacuation naturelle de fumées et de chaleur.

ARTICLE 7.3.3 VENTILATION DES LOCAUX

Sans préjudice des dispositions du code du travail, le local de stockage des déchets dangereux

doit être convenablement ventilé pour éviter tout risque d'atmosphère explosible ou toxique.
<p>ARTICLE 7.3.4. SYSTÈMES DE DÉTECTION</p> <p>Le local de stockage des déchets dangereux est équipé d'une détection de fumée. L'exploitant détermine les opérations de maintenance, la fréquence des vérifications et des tests afin de garantir le fonctionnement de ces dispositifs, et les met en œuvre.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le local DDS est équipé en partie haute, sur la longueur d'un mur, d'une zone ouverte permettant l'évacuation naturelle des fumées et de la chaleur.</p> <p>Il est constaté sur le terrain que :</p> <ul style="list-style-type: none"> • le local DDS est correctement ventilé par des aérations naturelles, • le local n'est pas équipé d'une détection fumée ; il s'agit d'un écart auquel l'exploitant doit remédier rapidement.
<p>Observations :</p> <p><u>Proposition de suites n°8 :</u></p> <p>Une détection de fumées doit être mise en place au niveau du local DDS. Le délai de mise en conformité est de 1 mois.</p> <p>Dans le cadre de l'étude de sécurisation de la déchèterie, l'exploitant examine la possibilité de reporter le déclenchement de l'alarme du détecteur de fumées à la société de surveillance.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 mois

N° 11 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/12/2014, article 7.2.4
Thème(s) : Risques accidentels, Intervention des services de secours
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>ARTICLE 7.2.4. MOYENS DE LUTTE CONTRE L'INCENDIE</p> <p>Les installations sont dotées de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> ◦ d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ; ◦ de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local, comme prévu à l'article 7.1.1 ; ◦ d'un ou plusieurs appareils d'incendie (prises d'eau, poteaux par exemple) d'un réseau public ou privé d'un diamètre nominal DN100 ou DN150, judicieusement répartis, dont un implanté à 100 mètres au plus du risque ; ils seront éloignés de 150 mètres entre eux au maximum, les distances étant mesurées par les voies praticables aux engins d'incendie et de secours ; le débit disponible sans interruption sera de 60 m³/h au minimum pendant au moins 2 heures en fonctionnement simultané des poteaux incendie nécessaires et hors des besoins propres à l'établissement avec un minimum de 60 m³/h par prise d'eau. A défaut, une réserve d'eau d'au moins 120 m³ destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances et implantée à une distance de 100 mètres au plus du risque. Cette réserve dispose des prises de raccordement conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter et permet de fournir un débit de 60m³/h ; la réalisation effective des moyens de défense extérieure contre l'incendie

<p>sollicités pour le risque particulier à défendre et leur pérennité (nature des prises d'eau, diamètre des canalisations, maillage, capacité du réservoir, ..) est à convenir avec le maire de la commune de Vaulnaveys-le-Haut ;</p> <ul style="list-style-type: none"> ◦ d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'installation lorsqu'elle est couverte, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées. <p>Les moyens de lutte contre l'incendie sont capables de fonctionner efficacement quelle que soit la température de l'installation, . et notamment en période de gel. L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur.</p>
<p>Constats :</p> <p>Un plan localisant les zones à risques a été présenté. L'inspection note que ce plan n'est pas exhaustif de l'ensemble des zones à risques de la déchèterie : bennes papier, cartons et tout autre déchet combustible... présentant un risque incendie.</p> <p>Une citerne cylindrique de 120 m³ est implantée sur la déchèterie. Le revêtement en bois de la citerne est très abîmé à certains endroits. Des travaux de remplacement de la réserve d'eau sont planifiés au mois de septembre 2023. Des mesures compensatoires à l'indisponibilité de la citerne, validées par le SDIS, seront mises en place pendant la durée des travaux.</p> <p>Seuls deux extincteurs sont présents sur la déchèterie :</p> <ul style="list-style-type: none"> • 1 extincteur est disponible dans les bureaux à proximité des armoires électriques, • 1 extincteur est disponible dans le local DDS. <p>L'inspection constate que le nombre d'extincteurs est insuffisant au regard des zones à risque incendie identifiées au sein de la déchèterie.</p>
<p>Observations :</p> <p><u>Proposition de suites n°9 :</u></p> <p>L'exploitant doit augmenter le nombre d'extincteurs en cohérence avec les zones à risques incendie de la déchèterie. Le plan des zones à risques doit être mis à jour. Le délai de mise en conformité est de 1 mois.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 12 : Dispositif de rétention des pollutions accidentelles

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/12/2014, article 7.4.1 point V</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Gestion des eaux susceptibles d'être polluées</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>ARTICLE 7.4.1. RETENTIONS ET CONFINEMENT</p> <p>(...)</p> <p>V. Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes à</p>

l'installation.

La capacité de rétention des eaux d'extinction pour l'ensemble du site, principalement constituée par la mise en charge du bassin tampon de collecte des eaux pluviales, est de 250 m³. Celle-ci ne doit pas être constituée par les voiries de desserte ou par celles destinées à la circulation des engins et des personnels des équipes de secours. De plus, les quais de chargement ne peuvent qu'exceptionnellement servir de rétention. Dans ce cas, la hauteur maximale d'eau ne devra pas excéder 20 cm afin d'assurer la sécurité des intervenants. La mise en œuvre de la rétention est de la responsabilité de l'exploitant dès qu'il fait appel aux secours publics.

Afin d'assurer la rétention des eaux d'extinction, le bassin tampon de collecte des eaux pluviales est muni d'une vanne de fermeture avant rejet au milieu naturel.

Constats :

La déchèterie est équipée d'un bassin de collecte des eaux incendie d'un volume de 250 m³.

Le bassin dispose en sortie d'une vanne guillotine qu'il est nécessaire de fermer manuellement en cas d'incendie pour éviter tout rejet au milieu naturel d'eaux polluées.

Une consigne encadre cette opération.

L'emplacement de la vanne guillotine n'est pas signalé sur le terrain. Le développement de la végétation rend son accès difficile.



Vanne d'isolement au milieu naturel située à l'aval du bassin de collecte des eaux incendie

Observations :

Proposition de suites n°10 :

En cas d'incendie en dehors des heures d'ouverture de la déchèterie, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour que la fermeture de la vanne guillotine soit facilement opérable par les équipes d'intervention du SDIS. Le délai de mise en conformité est d'un mois.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Proposition de délais : 1 mois

N° 13 : Niveaux acoustiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/12/2014, article 6.2.1 et 6.2.2											
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention des nuisances sonores											
Prescription contrôlée : ARTICLE 6.2.1. VALEURS LIMITES D'ÉMERGENCE Les émissions sonores dues aux activités des installations ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau ci-après, dans les zones à émergence réglementée.											
<table><tr><th>Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement)</th><th>Émergence admissible pour la période allant de 7 h à 22 h, sauf dimanches et jours fériés</th><th>Émergence admissible pour la période allant de 22 h à 7 h, ainsi que les dimanches et jours fériés</th></tr><tr><td>Supérieur à 35 dB(A) et inférieur ou égal à 45 dB (A)</td><td>6 dB(A)</td><td>4 dB(A)</td></tr><tr><td>Supérieur à 45 dB(A)</td><td>5 dB(A)</td><td>3 dB(A)</td></tr></table>			Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement)	Émergence admissible pour la période allant de 7 h à 22 h, sauf dimanches et jours fériés	Émergence admissible pour la période allant de 22 h à 7 h, ainsi que les dimanches et jours fériés	Supérieur à 35 dB(A) et inférieur ou égal à 45 dB (A)	6 dB(A)	4 dB(A)	Supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)	3 dB(A)
Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement)	Émergence admissible pour la période allant de 7 h à 22 h, sauf dimanches et jours fériés	Émergence admissible pour la période allant de 22 h à 7 h, ainsi que les dimanches et jours fériés									
Supérieur à 35 dB(A) et inférieur ou égal à 45 dB (A)	6 dB(A)	4 dB(A)									
Supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)	3 dB(A)									
ARTICLE 6.2.2. NIVEAUX LIMITES DE BRUIT EN LIMITES D'EXPLOITATION Les niveaux limites de bruit ne doivent pas dépasser en limite de propriété de l'établissement les valeurs suivantes pour les différentes périodes de la journée :											
<table><tr><th>PERIODES</th><th>PERIODE DE JOUR Allant de 7h à 22h, (sauf dimanches et jours fériés)</th><th>PERIODE DE NUIT Allant de 22h à 7h, (ainsi que dimanches et jours fériés)</th></tr><tr><td>Niveau sonore limite admissible</td><td>70 dB(A)</td><td>60 dB(A)</td></tr></table>			PERIODES	PERIODE DE JOUR Allant de 7h à 22h, (sauf dimanches et jours fériés)	PERIODE DE NUIT Allant de 22h à 7h, (ainsi que dimanches et jours fériés)	Niveau sonore limite admissible	70 dB(A)	60 dB(A)			
PERIODES	PERIODE DE JOUR Allant de 7h à 22h, (sauf dimanches et jours fériés)	PERIODE DE NUIT Allant de 22h à 7h, (ainsi que dimanches et jours fériés)									
Niveau sonore limite admissible	70 dB(A)	60 dB(A)									
Constats : Il est pris note de la conformité des niveaux de bruit vérifiés en février 2023.											
Type de suites proposées : Sans suite											
Proposition de suites : Sans objet											